

Les Nations Unies affirment que l'occupation israélienne coûte 48 milliards de dollars à l'économie palestinienne

Description

[James Reinl](#) 3 décembre 2019



Mr. Mahmoud Elkhafif, Coordinateur, Aide au peuple palestinien, CNUCED (Photo : Wikimedia)

Les checkpoints militaires israéliens et les barrières autour de la Cisjordanie et de Gaza restreignent sans aucun doute le flux des biens et des emplois dans les fermes et les entreprises et servent à étouffer une économie palestinienne naissante de 14,7 milliards de dollars.

Cette semaine, les Nations Unies ont essayé de mettre un chiffre sur le coût exact de l'occupation pour les responsables palestiniens. Le chiffre auquel les Nations Unies sont parvenues est une estimation de 48 milliards de dollars entre 2000 et 2017. C'était plus grand que ce qu'imaginaient beaucoup de gens.

Selon Mahmoud Elkhafif, de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), l'organe sur le commerce des Nations Unies basé à Genève, les pertes étaient d'environ trois fois la taille de l'économie palestinienne toute entière en 2017, un montant largement suffisant pour couvrir le déficit budgétaire de Ramallah.

« Ce n'est pas une somme insignifiante », a dit Elkhafif à Mondoweiss, au milieu d'un petit groupe de journalistes à New York ce lundi.

« Cela pourrait changer l'économie, la faire passer d'une économie de déficit budgétaire à une économie d'excédent budgétaire ».

La CNUCED a compté l'argent qui aurait été disponible pour les responsables palestiniens selon les termes du protocole de Paris, dans le cadre des Accords d'Oslo qui ont été signés par Israël et l'Organisation de la libération de la Palestine dans les années 1990.

Les économistes des Nations Unies ont découvert que, dans la période de 18 ans considérée, 16,6 milliards de dollars avaient « fuit » vers Israël, dont les recettes fiscales et d'autres sommes collectées par Israël et qui étaient supposées être transférées à l'Autorité palestinienne.

A titre d'exemple, Elkhafif a critiqué le demi-million de Palestiniens qui achètent des cartes SIM du système de téléphonie mobile israélien puisqu'aucun réseau palestinien n'existe, privant les responsables palestiniens de la possibilité de prélever des taxes sur leur propre population.

28,2 milliards de dollars supplémentaires ont été perdus dans des paiements d'intérêt sur des prêts consentis aux responsables palestiniens pour couvrir leur budget.

Des pertes additionnelles proviennent de la « zone C » de Cisjordanie, qui inclut 60% du territoire palestinien et où la construction de colonies israéliennes et les contrôles de sécurité empêchent les Palestiniens d'utiliser leurs terres.

Les pertes dans les caisses palestiniennes se sont multipliées au cours des deux dernières décennies. Elles se montaient à 565,5 millions de dollars en 2000 et ont augmenté jusqu'à 1,9 milliard de dollars en 2017, l'année la plus récente pour laquelle les données étaient disponibles.

Le rapport de 60 pages d'Elkhafif, [The Economic Costs of the Israeli Occupation for the Palestinian People: Cumulative Fiscal Costs](#) [Les coûts économiques de l'occupation israélienne pour le peuple palestinien : coûts fiscaux cumulés] sera discuté mardi par l'Assemblée générale des Nations Unies et ses 193 nations participantes.

La vie pour les Palestiniens ordinaires aurait été bien plus facile si les responsables avaient été capables de décompenser les 48 milliards manquants, a déclaré Elkhafif. Pour commencer, Ramallah aurait pu accroître dix fois ses dépenses de développement.

Réinjecter du liquide dans l'économie palestinienne aurait engendré quelque 11000 emplois chaque année. Actuellement, 27% des Palestiniens sont sans emploi, et ce chiffre monte jusqu'à 44% à Gaza.

« L'impact est immense », a déclaré Elkhafif. « Cela aurait réduit le taux de chômage d'environ 5% ».

Les chercheurs ont qualifié l'estimation de ces pertes de « partielle et prudente », disant que les chiffres réels pourraient être encore plus élevés.

Elkhafif a incité les responsables israéliens et palestiniens à retourner à la table de négociations pour arriver à « un changement fondamental dans beaucoup d'accords de travail » qui faciliterait la collecte de revenus d'entreprises, opérant plus librement, par les responsables palestiniens.

La mission d'Israël auprès de l'organisme mondial n'a pas répondu immédiatement à la requête par Mondoweiss d'un commentaire.

Le rapport arrive au milieu d'inquiétudes croissantes à propos de la pauvreté généralisée dans les territoires palestiniens, alors que les chances de négocier avec les Israéliens la création d'un état palestinien indépendant apparaissent chaque jour plus lointaines.

Dans une [étude clé de 2013](#), la Banque mondiale indiquait que l'occupation de la zone C de Cisjordanie par Israël coûtait à l'économie palestinienne quelque 3,4 milliards de dollars par an, ou 35% de la valeur de tous les biens et services échangés dans les territoires.

James Reinl est journaliste, éditeur et analyste de l'actualité. Il a fait des reportages dans plus de 35 pays et gagné des prix pour sa couverture de guerres au Sri Lanka, au Congo et en Somalie,

pour celle du tremblement de terre Ã Haiti et celle des violations des droits humains en Iran. Son travail a Ã©tÃ© diffusÃ© sur PRÃ©s The World, Al Jazeera, Foreign Policy, Fox News, France 24, CBC, CBS News, dpa, RTÃ©, The Times, The National, Monocle et APTN.

Trad. CG pour lâ??Agence Media Palestine

Source: [Mondoweiss](#)

date crÃ©Ã©e
2019/12/05